



Grand Débat National à Villepinte le 15 février 2019 (19h-22h15) à la salle Raymond Aubrac en présence de Mme la Ministre en charge des Affaires Européennes , Mme Nathalie Loiseau, de M. Le Sous-Préfet du Raincy, M. Lapouze , de Mme la Déléguée du Préfet , Mme Alexandra Dellas, de Mme le Maire, Mme Martine Valleton et de 9 Elus municipaux

Nombre de citoyens ayant participé au débat : 35

19h20 : prise de parole par Mme le Maire qui annonce la présence de Mme la Ministre, Mme Nathalie Loiseau.

Prise de parole de Mme la Ministre en charge des Affaires Européennes.

19h30 : prise de parole des deux médiateurs, M. Dousset et Mme Waksman, qui ont modéré le débat. Ils expliquent que l'organisation de groupes de citoyens, réunis autour de tables, permettra de créer des échanges pendant 40 min puis, que, par l'intermédiaire d'un rapporteur par table, une synthèse des échanges sera présentée. Lors que toutes synthèses auront été entendues, des prises de paroles individuelles de 2 minutes maximum seront possibles.

1^{ER} THEME DE LA SOIREE-DEBAT / LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Synthèse et propositions de la table n° 1 :

Synthèse

- Les dérèglements climatiques constatés entraînent d'autres problèmes (inondations, canicule...) tout aussi graves. Il faut donc agir.
- Se pose alors la question sur les responsabilités partagées entre les pays dits « développés » et ceux dits « en voie de développement ». Faire les bons investissements dès le départ est donc capital.
- Il faut que chacun soit conscient des choses qu'il peut faire à son niveau : qu'est-ce qui relève du niveau de l'Etat et que peut-faire le citoyen à son propre niveau ? Par exemple, faire du co-voiturage, utiliser son vélo et prendre les transports en commun sont à la portée de tout citoyen.
- Les nombreux problèmes liés aux transports en commun sont à pointer. Même en Ile-de-France où les transports en commun sont nombreux, ils ne sont pas forcément adaptés aux besoins des citoyens notamment en ce qui concernent les trajets courts (domicile/travail) et les problèmes sur le RER B sont récurrents.

Propositions

- Vivre plus sobrement.
- Abandonner le diesel.
- L'Etat devrait encourager les citoyens à mieux isoler leur maison par des crédits d'impôts plus incitatifs et mieux adaptés à l'efficacité des produits utilisés.
- Les citoyens des pays développés comme la France doivent se restreindre plutôt que de contraindre des pays en cours de développement à plus de sobriété.

Synthèse de la table n° 2 :

Synthèse

- Beaucoup d'échanges autour de l'Etat fort qui doit maintenir une indépendance par rapport aux grands industriels (fournisseurs d'énergie notamment) afin de leurs imposer des garde-fous. Après la Seconde Guerre Mondiale, l'Etat a su s'imposer dans le nucléaire pour assurer une autosuffisance au pays.
- L'Etat doit inciter les grandes entreprises à « muter » en les incitant fortement à investir dans la recherche et l'innovation.
- L'Etat doit encore mieux travailler à l'aménagement du territoire en imaginant les modes de transport de demain et en assurant un meilleur maillage des transports en commun. Il faut aussi engager des réflexions sur les évolutions des modes d'habitat.

Synthèse de la table n° 3 :

Synthèse

- Apparaît clairement le problème de la disparition des espèces et donc se posent les questions suivantes : quelles sont les solutions pour remplacer les pesticides ? Quelles sont les mesures appropriées pour l'entretien des espaces verts ?
- Apparaît également le problème de la qualité de l'air en zone urbaine dense. Il faut donc trouver des solutions pour inciter le co-voiturage et inciter les habitants à prendre les transports en commun.
- Pour Villepinte, se pose plus particulièrement la problématique de la circulation des avions avec la taxe sur le kérosène qu'il faudrait porter au niveau de l'Europe.

Propositions

- Envisager la gratuité du Pass Navigo.
- Créer des parkings en entrée et sortie de zones urbaines pour que les gens puissent déposer leur véhicule facilement et ensuite se déplacer en transport en commun.

Synthèse et propositions de la table n° 4 :

Synthèse identique à celles faites par les tables précédentes

Propositions

- Respecter les engagements pris lors de la Conférence de Paris sur le climat en novembre 2015.
- Stopper la déforestation mondiale (notamment au Brésil).
- Encourager la recherche et le développement des énergies renouvelables.
- Faire un diagnostic du parc éolien pour déterminer les besoins actuels et se questionner sur l'intérêt réel des éoliennes de grande hauteur qui dénature le paysage.
- Engager une réflexion sur les pollueurs-payeurs (comme Total ou les entreprises de recherche minière) qui devraient payer pour la pollution engendrée.

Contributions individuelles :

- Revoir les modalités de la taxe carbone : il faudrait diminuer les taxes sur l'essence et augmenter celles sur le diesel. Par contre, il faudrait les moduler pour certaines catégories de personnes comme les travailleurs aux revenus modestes, les retraités ou les handicapés.
- Concernant les économies d'énergie, et plus particulièrement l'isolation des habitations, il y a un manque de pédagogie vis-à-vis des citoyens qui ne sont pas toujours bien informés des aides et avantages disponibles. De plus, les personnes intéressées ne se rendent pas forcément compte du retour sur investissement en termes d'économies immédiates, à moyen et long terme.
- Développer els voitures à hydrogènes, notamment pour les personnes qui habitent en appartement et auraient des difficultés à recharger un véhicule électrique.

20h45 : 2^{ème} THEME DE LA SOIREE-DEBAT / ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICE SPUBLICS

Synthèse de la table n° 1 :

- Revoir l'organisation de l'Etat et être plus didactique pour les citoyens. Le millefeuille administratif engendre un manque de compréhension sur le « qui fait quoi ? ». Le citoyen devrait avoir une vision plus synthétique.
- Il faudrait plus de décentralisation notamment dans les domaines de la Sécurité, la Justice ou la Santé.
- Favoriser la création de maisons de santé surtout dans le département de la Seine-Saint-Denis.

Synthèse de la table n° 2 :

- Le département de la Seine-Saint-Denis est moins doté que d'autres départements voisins en termes de moyens dans les domaines de l'Education, de la santé, de la Justice et de la Sécurité.
- Il faudrait une meilleure péréquation entre les départements les plus favorisés et les moins bien dotés financièrement.
- Engager une vraie réflexion sur les délais d'attente quant à l'obtention d'un RDV pour obtenir un passeport, une carte d'identité ou de RDV médicaux. Les délais ne cessent de s'allonger.
- Les démarches administratives comme la création d'une entreprise sont beaucoup trop lourdes même si certains efforts de simplification sont intervenus récemment.
- Aujourd'hui, deux priorités sont identifiées : l'Education et une meilleure prise en charge des personnes âgées dépendantes. Par rapport à l'Education, les jeunes de Seine-Saint-Denis ont besoin d'être plus soutenus et encadrés pour éviter que leur avenir soit gâché et qu'ils finissent en prison pour certains. Quant aux personnes âgées dépendantes, un double problème se pose : celui de l'obtention des aides financières et celui de l'orientation des personnes. Il faudrait avoir un meilleur contrôle des actes médicaux facturés auprès de ces personnes car les coûts diffèrent beaucoup d'un établissement à un autre.

Synthèse de la table n° 3 :

- Les fonctionnaires sont mal répartis au sein des Administrations ainsi que sur le territoire.
- L'Etat doit prendre conscience que les personnes âgées ne maîtrisent pas forcément Internet et qu'il est parfois difficile pour elles de faire leurs démarches administratives.
- Il faudrait mieux informer les jeunes sur leurs possibilités d'orientation et les aider à trouver des conseillers d'orientation quand ils en ont besoin.
- Assurer une meilleure visibilité des services publics d'autant qu'en France, de nombreuses personnes ont droit à des aides (comme le RSA ou la prime d'activité) mais faute de le savoir, elles n'entreprennent pas les démarches

Contributions individuelles :

- Il faut remettre de l'humanité dans les services publics ; Internet ne peut pas tout...
- Il faut tenir compte des rapports rendus par la Cour des Comptes afin de prendre de meilleures orientations pour le futur.
- Il faut être fiers de nos services publics à la française mais aussi de nos fonctionnaires.
- Il faut revoir l'organisation des services publics qui, depuis 30 ans, sont le résultat d'une politique globale de mutualisation des moyens sans grande rationalité.
- Il faut vraiment s'interroger sur ce que l'Etat peut transférer aux Collectivités Territoriales pour rendre un meilleur service aux usagers. Par contre, un transfert de compétences doit être doublé d'un transfert de moyens.
- Il faut faire preuve de plus de logique et de bon sens dans les prises de décisions (cf. l'instauration du 80 km/h).

- L'Etat perd trop de temps à défaire et refaire des lois. Il doit se concentrer sur leur mise en œuvre, une fois votées.
- Gros manque de communication sur les subventions européennes auxquelles pourraient prétendre certaines administrations ou associations dans le cadre de la mise en place de projets, notamment en Seine-Saint-Denis.
- Certains sans-papiers ont de grandes capacités et de grandes compétences mais faute de visa, elles ne peuvent exercer en France. Et il est difficile, aujourd'hui, d'obtenir un RDV pour faire un visa

22h00 : prise de parole de Mme La Ministre qui répond à quelques questions de l'Assemblée

22H20 : Clôture de la soirée-débat par Mme le Maire

M. Jean-Charles COTREL

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'JC Cotrel', with a large, sweeping flourish at the end.

Mme Céline Picquendar

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'C. Picquendar', written in a cursive style with a long, sweeping flourish.